

Les États-Unis vont relever le défi du changement climatique - à Copenhague et au-delà

Les États-Unis sont résolus à accomplir le maximum à la Conférence des Nations unies sur le climat. À titre de preuve, et pour inciter la communauté internationale à en tirer les résultats les plus robustes possibles, le président Obama se rendra lui-même à Copenhague, où sont attendus plus de 90 chefs d'État et de gouvernement. Cette conférence nous offre une occasion capitale de progresser vers une solution réellement mondiale des problèmes liés aux changements climatiques - et le monde observe.

Le changement climatique fait peser des dangers d'une gravité peut-être inégalée sur notre planète. Les effets en sont déjà apparents : le niveau des océans monte, leurs eaux s'acidifient, les tempêtes augmentent en fréquence et en intensité, les glaciers et la banquise disparaissent tandis que les ressources en eau se raréfient. Ces changements menacent non seulement notre environnement, mais aussi la stabilité et la sécurité des nations.

Il s'agit donc d'un problème mondial qui exige une solution mondiale. À cette fin, les États-Unis et d'autres pays cherchent de concert à élaborer un accord international dans le cadre de négociation de l'ONU. Les États-Unis sont favorables à un accord contraignant mais on reconnaît de par le monde, au plus haut niveau, l'improbabilité d'un tel résultat durant la brève durée de la Conférence.

C'est pourquoi il est fondamental que tous les pays, menés au premier chef par les principales puissances économiques mondiales, fassent ce qu'il faut pour produire un accord solide et fonctionnel qui nous engagera très vite dans la bonne voie et qui nous aidera à créer les institutions nécessaires à la lutte contre les changements climatiques. Le premier ministre danois, M. Rasmussen, a été le premier à avancer l'idée d'un texte auquel pourraient se rallier tous les dirigeants du monde. Cet accord servirait d'engagement ferme et concis couvrant les principaux dossiers sujets à négociation : atténuation des effets, adaptation, financement et soutien technologique, ainsi que transparence et responsabilité.

Le président Obama dirigera les efforts des États-Unis. Nous faisons plus que jamais auparavant pour relever ce défi, à la fois par une politique nationale qui favorise l'énergie propre, la sécurité climatique et la relance économique, et par un engagement international vigoureux. Les États-Unis sont prêts à proposer un objectif de réduction de 17 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 2005 d'ici à 2020, ce qui cadrerait en fin de compte avec la législation américaine. Cet objectif nous placerait en outre sur la voie d'une réduction de 30 % des émissions d'ici à 2025 et de 42 % d'ici à 2030, conformément à l'objectif annoncé par le président, qui est de réduire les émissions de 83 % d'ici à 2050.

Mais les États-Unis ne peuvent pas résoudre seuls tous ces problèmes. Le succès exigera une action de tous. À cette fin, dans tout accord adopté à Copenhague, les grandes économies devront présenter des plans d'atténuation et clairement signifier leur volonté de tenir leur parole. Nous décelons des signes encourageants à cet égard.

La transparence sera également un aspect fondamental de tout accord, car elle assurera la confiance dans les promesses faites et permettra au monde de déterminer si les taux d'émissions sont effectivement réduits. À Copenhague, toutes les puissances économiques du monde devront s'entendre sur un solide régime de transparence.

Au bout du compte, un accord international ne sera couronné de succès que s'il complète et facilite le développement durable en acheminant le monde vers une économie à faible empreinte carbonique. Il doit prévoir un soutien financier et technique pour différents pays, notamment les plus pauvres et les plus vulnérables, afin de les aider à réduire leurs émissions et à s'adapter aux changements climatiques. Tous les pays pourraient bénéficier d'une telle solution, grâce à la stimulation des investissements et de l'emploi dans le monde entier et à l'apport de services énergétiques à des centaines de millions de pauvres dans le monde.

La conférence de Copenhague n'est pas la fin du processus. Elle s'inscrit dans notre détermination collective de relever l'un des plus graves défis du monde. Copenhague nous offre la chance de parvenir à un accord qui pourrait nous placer sur la bonne voie pour négocier rapidement un traité contraignant et accélérer la transition vers une économie mondiale à faible émission de carbone. Cette chance, il faut la saisir. Les États-Unis sont prêts à faire leur part du travail, et nous attendons que l'Algérie fasse de même.